

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TRIMS/M/4

2 mai 1996

(96-1691)

Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 18 MARS 1996

Président: M. Vassili Notis (Grèce)

1. Le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a tenu sa quatrième réunion le 18 mars 1996.

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

A. Notifications reçues au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

B. Procédures de notification au titre de l'article 6:2 de l'Accord

C. Autres questions:

i) Notifications au titre de l'article 5:5 de l'Accord

ii) Mise en distribution générale des documents

iii) Rapport annuel de 1996 au Conseil du commerce des marchandises

D. Election du Bureau du Comité

A. NOTIFICATIONS RECUES AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES
MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE

3. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente du Comité, des observations avaient été formulées sur les conséquences de la présentation tardive de quelques notifications au titre de l'article 5:1, des questions d'ordre factuel avaient été soulevées au sujet de certaines notifications, et il avait été noté que certaines notifications n'étaient pas conformes au modèle de présentation convenu figurant dans le document G/TRIMS/1. Depuis cette réunion, le Comité avait reçu des notifications supplémentaires de l'Inde¹ et de la Malaisie² ainsi que des notifications nouvelles du Chili³ et de Sainte-Lucie.⁴

¹G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1 et Corr.1.

²G/TRIMS/N/1/MYS/1/Rev.1.

³G/TRIMS/N/1/CHL/1.

⁴G/TRIMS/N/1/LCA/1.

4. Le représentant de l'Inde a informé le Comité qu'au point i) de la page 3 du document G/TRIMS/N/1/IND/1/Add.1, les mots "annexe III" devaient se lire "annexe II".

5. Le représentant du Japon a appelé l'attention du Comité sur les mesures prises par l'Argentine dans le secteur de l'automobile en vertu du Décret présidentiel n° 396, adopté le 18 janvier 1996, qui prévoyait une modification de la formule utilisée pour calculer la teneur en éléments d'origine nationale et un relèvement de ce pourcentage qui passerait à 67,5 en 1999. Cette augmentation allait à l'encontre des prescriptions de l'article 5:4 de l'Accord sur les MIC. L'intervenant a demandé si la délégation argentine pouvait confirmer ce qu'avait cru comprendre sa délégation, à savoir que l'incitation liée à la mesure sur la teneur en éléments d'origine nationale - l'importation de pièces détachées à des taux de droits réduits - serait éliminée au plus tard en 1999. La délégation japonaise souhaitait également connaître les types de mesures que l'Argentine avait l'intention d'appliquer dans le secteur de l'automobile après l'an 2000. L'intervenant a ajouté que l'intégration régionale ne devrait pas entraîner un renforcement des obstacles pour les non-membres.

6. Le représentant des Communautés européennes a dit que deux points inquiétaient sa délégation. Premièrement, alors que les notifications présentées récemment par l'Inde et la Malaisie ne faisaient que compléter des documents soumis antérieurement, des notifications nouvelles avaient quant à elles été présentées bien après l'expiration du délai imparti. Ces dernières, y compris la notification de la Colombie (G/TRIMS/N/1/COL/2), n'avaient aucune validité juridique. Deuxièmement, l'Argentine et l'Indonésie avaient récemment modifié certaines mesures notifiées antérieurement au titre de l'article 5:1, ce qui allait à l'encontre des prescriptions de l'article 5:4 de l'Accord.

7. Le représentant du Canada a souscrit au point de vue du représentant des Communautés européennes selon lequel le délai prévu pour la présentation des notifications au titre de l'article 5:1 avait expiré. Il a relevé en particulier la présentation tardive de la notification de la Colombie. L'intervenant a demandé aux délégations indienne et malaisienne d'expliquer en quoi les notifications supplémentaires de leur pays différaient quant au fond des notifications précédentes. Il a aussi demandé que la délégation argentine explique les modifications apportées récemment dans le secteur argentin de l'automobile.

8. Le représentant du Chili a dit que la notification de son pays avait été présentée tardivement en raison de problèmes techniques. Toutefois, la législation chilienne dont relevaient les mesures prises dans le secteur de l'automobile avait déjà été notifiée au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires au début de 1995, soit bien avant l'expiration du délai prescrit par cet accord, ce qui montrait que les autorités chiliennes avaient agi en toute bonne foi et avaient assuré la transparence à ce sujet. L'intervenant a indiqué que les débats qui avaient eu lieu à des réunions antérieures du Comité sur les conséquences juridiques d'une présentation tardive des notifications au titre de l'article 5:1 n'avaient pas permis de parvenir à un consensus sur cette question.

9. La représentante de la Nouvelle-Zélande partageait les inquiétudes exprimées par les représentants des Communautés européennes et du Canada au sujet de la présentation tardive de quelques notifications. En outre, dans certains cas, les informations figurant dans les notifications étaient incomplètes. En ce qui concerne la notification supplémentaire de l'Inde, elle a demandé si des plans avaient été élaborés en vue de la réduction progressive et de l'élimination de la mesure notifiée. Au sujet de la notification de la Colombie relative aux mesures prises dans le secteur agricole, l'intervenante a demandé des éclaircissements sur le calendrier prévu pour l'adoption des mesures ainsi que sur les plans établis pour leur réduction progressive et leur élimination. Elle a aussi réaffirmé que sa délégation souhaitait obtenir des informations sur des points soulevés à la réunion précédente au sujet des notifications du Pérou et de l'Indonésie.

10. Le représentant des Etats-Unis a souscrit au point de vue exprimé par d'autres délégations selon lequel les notifications présentées après la date limite n'avaient aucune validité juridique. Sa délégation avait des doutes quant à la compatibilité des mesures adoptées récemment par l'Argentine dans le secteur de l'automobile avec l'article 5:4 et cherchait à obtenir des renseignements supplémentaires sur ces mesures dans le cadre de discussions bilatérales.

11. Le représentant des Etats-Unis a exprimé des inquiétudes au sujet de la notification de la Colombie (G/TRIMS/N/1/COL/2). Dans le cadre de la mesure notifiée par ce pays, les producteurs de produits agricoles transformés étaient tenus d'utiliser certains pourcentages (non précisés) d'éléments d'origine nationale afin d'obtenir des licences d'importation pour ces produits. Tous les participants aux négociations du Cycle d'Uruguay, y compris la Colombie, étaient convenus de convertir en droits de douane leurs obstacles non tarifaires, notamment les régimes de licences d'importation, comme il était précisé à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture. Ainsi les Etats-Unis et d'autres Membres de l'OMC avaient accepté que la Colombie relève ses droits de douane sur un certain nombre de produits agricoles, ce qui avait eu pour conséquence directe que les droits appliqués sur de nombreux produits agricoles par ce pays comptaient parmi les plus élevés au monde. En contrepartie, la Colombie devait éliminer et lever tous les obstacles non tarifaires, y compris le régime, plutôt astreignant, régissant l'octroi des licences en fonction de la teneur en éléments d'origine nationale, dont il était question dans le document G/TRIMS/N/1/COL/2. Lorsqu'elle avait relevé ses droits de douane, la Colombie n'avait pas indiqué son intention de maintenir les MIC. Elle aurait peut-être pu soutenir, en vertu de la note de bas de page relative à l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, qu'elle pouvait maintenir la MIC sur le régime de licences d'importation, si elle avait notifié la mesure à temps, ce qui n'avait pas été le cas. Toutefois, comme elle avait relevé les droits sur les produits agricoles par suite de la tarification, un choix s'offrait à elle sur le plan légal. Elle pouvait soit convenir de ramener ces droits aux niveaux antérieurs aux négociations du Cycle d'Uruguay, soit éliminer la MIC sur le régime de licences d'importation pour les produits agricoles. En n'adoptant aucune de ces deux solutions, la Colombie allait clairement à l'encontre de l'esprit, sinon de la lettre, de l'Accord sur l'agriculture. Elle ne pouvait toutefois pas justifier le maintien de ces MIC puisqu'elle n'avait pas respecté le délai de 90 jours prévu pour la notification de ses mesures. La période de 90 jours accordée pour présenter une notification au titre de l'article 5:1 avait débuté le 30 mars 1995, date à laquelle la Colombie avait soumis ses instruments de ratification. Elle était donc tenue de notifier sa MIC avant le 30 juin 1995, mais ne l'avait fait que le 31 juillet 1995. Elle ne pouvait donc pas bénéficier de la période de transition prévue à l'article 5 de l'Accord sur les MIC. L'intervenant réservait les droits de sa délégation à cet égard.

12. La représentante de la Colombie a dit qu'elle avait pris note des inquiétudes formulées par un certain nombre de délégations, mais que la position de sa délégation était que les mesures notifiées dans le document G/TRIMS/N/1/COL/2 étaient visées par l'Accord. La notification avait été présentée à temps, car elle avait été soumise dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour la Colombie. De toute façon, il fallait faire preuve d'une certaine souplesse concernant les notifications tardives, surtout dans le cas des pays en développement.

13. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il ferait part aux autorités de son pays des points soulevés par un certain nombre de délégations au sujet des mesures que l'Argentine avait prises récemment dans le secteur de l'automobile. Au sujet de la notification de la Colombie (G/TRIMS/N/1/COL/2), qui avait également fait l'objet de discussions au Comité de l'agriculture, il a indiqué qu'un Membre ne pouvait pas appliquer une MIC après avoir procédé à une tarification, car cela était incompatible avec l'Accord sur l'agriculture. Sa délégation examinerait de façon plus approfondie la question du respect du délai de présentation de cette notification. Faisant référence à une observation selon laquelle une notification ne contenait aucun renseignement sur la réduction progressive des mesures notifiées, l'intervenant a signalé que l'Accord n'obligeait pas les Membres à présenter des plans de ce type au Comité.

14. Le représentant du Canada a demandé qu'à sa prochaine réunion, le Comité donne aux membres l'occasion d'examiner avec soin la notification de la Colombie concernant les mesures agricoles appliquées par ce pays.

15. Le représentant du Japon a dit que le Brésil avait adopté, en décembre 1995, la Mesure provisoire n° 1235 et l'Ordonnance n° 1761, qui énonçaient les prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges et à la teneur en éléments d'origine nationale auxquelles il fallait satisfaire afin d'importer des pièces détachées pour automobiles et des véhicules finis à des taux de droits réduits. Ces mesures allaient à l'encontre des Accords de l'OMC, spécialement de l'Accord sur les MIC. Par suite d'une augmentation massive des taux de droits, adoptée en mars 1995, les importations de véhicules finis avaient à peu près cessé. En mai 1995, le Brésil avait présenté un document (WT/L/66) pour expliquer que cette augmentation n'était qu'une mesure temporaire et serait réduite dans un délai de moins d'un an. Les taux majorés étaient cependant toujours en vigueur. Le Japon s'inquiétait sérieusement des conséquences négatives que de telles mesures, prises par un Membre aussi important que le Brésil, auraient pour l'Accord sur les MIC. L'intervenant réservait les droits qu'avait sa délégation au titre de tous les Accords de l'OMC.

16. Le représentant de la Corée partageait les inquiétudes formulées par le représentant du Japon au sujet des mesures adoptées en décembre 1995. La nouvelle réglementation du Brésil favorisait les producteurs établis dans ce pays en leur permettant de bénéficier d'abaissement des droits sur les biens d'équipement et les intrants s'ils respectaient les prescriptions relatives à la valeur des exportations et des achats de produits nationaux. Ces mesures étaient visées par l'annexe de l'Accord sur les MIC et, par conséquent, contrevenaient clairement à l'article 2 de l'Accord. La Corée comprenait dans quelle situation le Brésil se trouvait face à ses partenaires du Mercosur, mais elle ne souscrivait pas à l'argument selon lequel ces mesures pouvaient être justifiées en vertu de l'article 5:5 de l'Accord sur les MIC ou de l'article XXIV du GATT de 1994. La délégation coréenne craignait que si la mesure brésilienne n'était pas contestée, de nombreux autres pays prennent des mesures similaires. L'intervenant réservait les droits de sa délégation de revenir sur la question devant d'autres instances, selon les besoins.

17. Le représentant du Canada a dit que les mesures adoptées par le Brésil n'étaient pas conformes à diverses dispositions de l'Accord sur les MIC et ne pouvaient pas être notifiées au titre de l'article 5:1 ni bénéficier du traitement prévu à l'article 4. Il réservait les droits de sa délégation à cet égard.

18. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il paraissait incontestable que les mesures brésiliennes contrevenaient à l'Accord sur les MIC. Les autorités de son pays n'avaient pas encore eu la possibilité d'étudier la demande de dérogation que le Brésil avait présentée récemment au sujet de ces mesures et elles n'avaient pas non plus reçu et analysé les réponses aux questions détaillées qu'elles avaient posées au Brésil ainsi qu'à l'Argentine sur un certain nombre de faits relatifs à cette demande. Sa délégation serait heureuse de discuter directement de cette question avec le Brésil et d'autres Membres de l'OMC lorsqu'elle aurait examiné de façon plus approfondie la demande de dérogation brésilienne.

19. Le représentant des Communautés européennes a dit que les mesures prises par le Brésil n'étaient manifestement pas visées par l'Accord sur les MIC. Sa délégation examinerait avec soin la demande de dérogation que le Brésil avait récemment présentée à cet égard.

20. Le représentant du Brésil a informé le Comité que sa délégation avait très récemment présenté une demande de dérogation au titre de l'article IX:3 b) de l'Accord sur l'OMC pour les mesures prises dans le secteur de l'automobile. Cette question serait examinée en temps voulu au Conseil du commerce des marchandises.

21. Le représentant des Communautés européennes a demandé à la délégation indonésienne de fournir des informations sur les modifications apportées le 28 février aux mesures prises dans le secteur de l'automobile et d'expliquer comment l'Indonésie avait l'intention de justifier ces mesures.

22. Le représentant de l'Indonésie a répondu que sa délégation n'avait pas encore reçu d'informations sur le décret adopté à la fin de février. Il ferait part de la demande du représentant des Communautés européennes aux autorités de son pays et fournirait ces renseignements dès que possible.

23. Le représentant des Etats-Unis a dit que la nouvelle réglementation adoptée récemment par l'Indonésie au sujet de son régime d'investissements dans le secteur de l'automobile soulevait certaines inquiétudes. L'une des nouvelles mesures prévoyait la création d'entreprises dites "de pointe". Ainsi, seraient considérées comme des entreprises "de pointe" celles: 1) dont le capital serait à 100 pour cent indonésien; 2) qui fabriqueraient et commercialiseraient des automobiles portant un nom indonésien exclusif; 3) dont la production atteindrait en trois ans une teneur en éléments d'origine nationale d'au moins 60 pour cent; 4) qui feraient appel à des entreprises à capital à 100 pour cent indonésien et situées en Indonésie pour les services de conception et les services techniques; et 5) qui recevraient l'approbation présidentielle. En vertu des nouvelles mesures, les automobiles vendues pendant les trois premières années par une entreprise de pointe ne seraient pas assujetties à une taxe de luxe de 20 à 35 pour cent alors que les automobiles vendues par d'autres entreprises ne pourraient être complètement exemptées de cette taxe que si leur teneur en éléments d'origine nationale était d'au moins 60 pour cent. En outre, les pièces détachées importées par les entreprises de pointe pour être utilisées dans des automobiles fabriquées en Indonésie seraient exemptées de droits pendant trois ans alors que celles qui seraient importées par les autres entreprises fabriquant des véhicules en Indonésie n'en seraient pas exemptées. Les autorités des Etats-Unis achèveraient sous peu une analyse juridique détaillée qui permettrait de déterminer dans quelle mesure la nouvelle réglementation était incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier l'Accord sur les MIC. Les résultats de cette analyse seraient directement communiqués au gouvernement indonésien dès l'analyse achevée. L'intervenant a conclu en insistant sur les préoccupations des autorités de son pays quant à la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC, notamment l'Accord sur les MIC.

24. Le représentant du Japon a dit que les mesures adoptées récemment par l'Indonésie dans le secteur de l'automobile inquiétaient sa délégation, car elles pourraient ne pas être conformes à l'Accord sur l'OMC, en particulier à l'article III du GATT de 1994.

25. Le Comité a pris note des déclarations faites et est convenu de revenir à sa prochaine réunion sur la question des notifications au titre de l'article 5:1. Il est aussi convenu que le Secrétariat appellerait l'attention de la délégation malaisienne, absente de la réunion en cours, sur la demande présentée par le représentant du Canada afin d'obtenir une explication sur les différences entre la récente notification de la Malaisie et la notification soumise antérieurement par ce pays au titre de l'article 5:1.

B. PROCEDURES DE NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD

26. Le Président a rappelé qu'à ses trois réunions précédentes, le Comité avait discuté de la meilleure façon d'appliquer la prescription de l'article 6:2 relative aux notifications. Comme convenu à la réunion antérieure, le Secrétariat avait récemment soumis une proposition à ce sujet dans une note informelle datée du 26 février 1996. Afin de présenter cette note, le Président a appelé l'attention du Comité sur le paragraphe 3 où était établie une distinction entre les notifications au titre de l'article 6:2 et les notifications présentées en vertu d'autres dispositions de l'Accord sur les MIC. L'article 6:2 envisageait la notification de publications et non de lois, réglementations ou mesures particulières; il s'appliquait à tous les Membres et il visait toutes les MIC, qu'elles soient ou non conformes aux articles III et XI du GATT de 1994. L'élément essentiel de la proposition résidait dans la suggestion formulée au paragraphe 4, selon laquelle chaque Membre communiquerait au Secrétariat le titre des publications

dans lesquelles les MIC pourraient être trouvées et les adresses auxquelles des copies pourraient être obtenues. Il n'était donc pas proposé que les Membres fournissent des copies des publications. L'article 6:2 serait ainsi mis en oeuvre d'une façon qui permettrait peut-être de dissiper les inquiétudes soulevées à des réunions précédentes au sujet du fardeau administratif que pourrait entraîner son application. En outre, le paragraphe 4 précisait clairement que les notifications de publications au titre de l'article 6:2 seraient sans préjudice de la conformité juridique des MIC qui pouvaient être trouvées dans ces publications. Le paragraphe 5 de la note informelle comportait quelques suggestions quant aux types de publications auxquels pourrait s'appliquer l'article 6:2. La proposition ne visait pas à résoudre le problème inhérent au fait que l'Accord ne donnait pas de définition générique de l'expression "mesure concernant les investissements et liée au commerce".

27. Un certain nombre de délégations ont fait des observations au sujet de la proposition du Secrétariat. Il a été convenu d'insérer, à la quatrième ligne du paragraphe 4, les mots "lorsque de telles publications existent" après le mot "territoire", et de remplacer, à la quatrième ligne du paragraphe 5, les mots "toute publication spécifique" par les mots "les publications spécifiques".⁵ Etant donné que le représentant de l'Inde n'était pas en mesure d'accepter l'adoption officielle de la proposition avant d'avoir reçu des instructions supplémentaires, le Comité est convenu que la proposition était jugée acceptable par toutes les délégations, à l'exception de la délégation indienne qui avait besoin de plus de temps pour l'étudier, et qu'elle serait considérée comme adoptée par le Comité dès que l'Inde aurait informé le Secrétariat de son accord. Dans ce cas, la date précisée au paragraphe 6 correspondrait à la fin de la période de quatre mois suivant la date de distribution de la décision. Si l'Inde n'indiquait pas qu'elle acceptait la proposition, le Comité reviendrait sur cette question à sa réunion suivante.

C. AUTRES QUESTIONS

i) Notifications au titre de l'article 5:5 de l'Accord

28. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité avait adopté un modèle de présentation des notifications au titre de l'article 5:5, qui avait été distribué par la suite sous la cote G/TRIMS/3. Le Comité n'avait à ce jour reçu aucune notification au titre de cette disposition.

29. Le Comité a pris note de cette information.

ii) Mise en distribution générale des documents

30. Le Président a indiqué qu'aucun accord n'était encore intervenu au sujet de la diffusion et de la mise en distribution générale des documents de l'OMC. A la réunion du Conseil général tenue les 13 et 15 décembre 1995, le Président du Conseil avait dit qu'en attendant l'adoption de nouvelles procédures, il serait raisonnable que le Secrétariat continue à appliquer aux documents de l'OMC les procédures de la mise en distribution générale suivies pour les documents du GATT de 1947.⁶ Pour donner suite à cette déclaration, le Secrétariat distribuerait sous peu une proposition sur la mise en distribution générale des documents de l'OMC, reposant sur les procédures du GATT de 1947. Les délégations auraient un délai de 60 jours pour demander que la distribution d'un document, ou d'une partie de document, qu'il était proposé de mettre en distribution générale demeure limitée. Le Président a souligné qu'il s'agissait essentiellement d'une procédure provisoire, qui serait appliquée en attendant qu'un accord définitif intervienne au sujet de la mise en distribution générale des documents de l'OMC.

⁵La version révisée de la note informelle du Secrétariat est jointe en annexe au présent compte rendu.

⁶WT/GC/M/9.

31. Le Comité a pris note de cette déclaration.

iii) Rapport annuel de 1996 au Conseil du commerce des marchandises

32. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité avait adopté le rapport annuel qu'il devait présenter au Conseil du commerce des marchandises en vertu de l'article 7:3, sur la base d'un projet établi par le Secrétariat. Le rapport de cette année devait être considéré dans la perspective de la préparation de la Réunion ministérielle de Singapour. Le Conseil du commerce des marchandises devrait adopter le 29 octobre son rapport au Conseil général, lequel se réunirait le 7 novembre pour adopter son rapport à la Réunion ministérielle. En conséquence, le Président a proposé que le Comité autorise le Secrétariat à établir un projet de rapport annuel qui serait distribué avant la réunion suivante, prévue pour le 30 septembre 1996. Pour rédiger ce projet, le Secrétaire tiendrait compte de toute suggestion que pourrait faire le Conseil du commerce des marchandises ou le Conseil général concernant l'élaboration de tels rapports.

33. Il en a été ainsi décidé.

D. ELECTION DU BUREAU DU COMITE

34. Le Comité a élu M. Vassili Notis (Grèce) Président et M. Javier Paulinich (Pérou) Vice-Président.

DATE DE LA PROCHAINE REUNION

35. Le Comité a décidé de tenir sa prochaine réunion le 30 septembre 1996.

ANNEXE

PROCEDURES CONCERNANT LES NOTIFICATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE 6:2 DE L'ACCORD SUR LES MIC

Note informelle du Secrétariat

Révision

1. A sa réunion du 19 octobre 1995, le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce a demandé au Secrétariat d'établir une proposition spécifique sur la mise en application de l'article 6:2 de l'Accord sur les MIC qui servirait de base pour engager des consultations informelles (G/TRIMS/M/3, paragraphe 29).

2. L'article 6:2 de l'Accord sur les MIC dispose ce qui suit:

Chaque membre notifiera au Secrétariat les publications dans lesquelles les MIC peuvent être trouvées, y compris celles qui sont appliquées par les gouvernements et administrations régionaux et locaux sur leur territoire.

3. On notera que cette disposition envisage la notification de publications et non de lois, réglementations ou mesures particulières, qu'elle s'applique à tous les Membres de l'OMC et qu'elle vise tous les niveaux de l'administration. On notera également que l'article 6:2 vise toutes les MIC, qu'elles soient ou non conformes aux articles III et XI du GATT de 1994.

4. Il est suggéré que le Comité décide que chaque Membre mettra en application l'article 6:2 en communiquant au Secrétariat le titre de la ou des publications dans lesquelles les MIC peuvent être trouvées, y compris celles qui sont appliquées par les gouvernements et administrations régionaux et locaux sur leur territoire, lorsque de telles publications existent, et les adresses auxquelles des copies peuvent être obtenues. En vertu de cette proposition, les Membres n'auraient pas à fournir des copies de ces publications au Comité des MIC. La notification serait sans préjudice de la conformité juridique des MIC qui peuvent être trouvées dans les publications notifiées.

5. Il est entendu que les "publications", dont la notification est envisagée au titre de l'article 6:2, sont des sources officielles où l'on trouverait les lois, réglementations ou mesures de caractère plus spécifique pertinentes. Il pourrait s'agir de journaux officiels, mais il serait peut-être plus utile que les Membres mentionnent également les publications spécifiques d'organismes compétents (par exemple bulletins ou périodiques d'un ministère ou d'un conseil des investissements étrangers).

6. Au cas où la procédure suggérée ci-dessus serait acceptable pour les Membres, le Secrétariat les inviterait à présenter leurs listes de publications pour une certaine date, par exemple le 1er juillet 1996, et à les actualiser selon qu'il conviendrait. Le Secrétariat regrouperait les notifications au titre de l'article 6:2 dans un document unique qui serait mis à jour selon les besoins.